

«La catastrophe va arriver parce qu'on n'est pas prêts» : comment les...

«*La bonne nouvelle, c'est qu'ils sont loin d'être tous très malins.*» Sous la tonnelle de la Fédération des élus verts et écologistes, le public se marre. Tee-shirt bariolé et cheveux argentés, la conseillère régionale de Nouvelle-Aquitaine Emilie Sarrazin fait de l'humour pour alléger l'atmosphère alourdie par le thème de l'atelier : «*Extrême droite, les élus écolos contre-attaquent.*» La responsable girondine estime que le Rassemblement national utilise les conseils régionaux comme «*pouponnière*», pour former et donner de la visibilité à des personnalités qui deviendront ensuite des cadres du parti ou des candidats investis aux législatives. Par exemple en filmant leurs interventions en séance plénière. Ou en adoptant des rhétoriques similaires, d'un territoire à l'autre – pas toujours de façon tout à fait pertinente.

Le «travail de fourmi» du RN

Sauf qu'en dépit du talent relatif de certaines troupes frontistes, la menace est réelle. Alors c'est bien le combat «*contre le fascisme*» que les Écologistes ont érigé en priorité de cette rentrée, et comme thème principal de leurs universités d'été qui se tenaient à Strasbourg du jeudi 21 au samedi 23 août. Un sujet revenu dans chaque intervention à la tribune et le thème d'un très grand nombre de conférences et de formations proposées aux militants verts sur les trois jours. Avec un objectif souvent affiché : créer des réseaux pour s'entraider, notamment sur le terrain.

Emilie Sarrazin évoque ainsi la boucle de la messagerie cryptée Signal, et les réunions régulières en visio qu'elle organise avec ses camarades engagés contre le RN en Nouvelle-Aquitaine. Mais aussi la veille assidue qu'ils mènent en ligne, surtout sur Facebook, pour analyser le comportement des élus d'extrême droite et la stratégie qu'ils déploient. «*Nous sommes dans des bulles sociales, donc c'est intéressant d'aller voir ce qu'ils disent. On voit qu'ils envoient littéralement des messages avec des cœurs, souvent sans dimension politique et sans aucun autre contenu, affirme-t-elle. Il faut se rendre compte de ce travail de fourmi et de ce lien affectif qu'ils sont en train de tisser avec les gens.*»

«Sinon on s'use, on craque, et on abandonne le combat»

Quand l'assistance affiche une mine écoeurée à l'idée de scroller des contenus du RN, Emilie Sarrazin sourit toujours. «*C'est pour ça qu'on se rassemble, pour se soutenir émotionnellement. Pour mettre à distance le dégoût que ça nous inspire, on fait beaucoup de blagues entre nous, argumente-t-elle. Et quand on a peur de la violence de l'extrême droite, là aussi on ne se lâche pas, et on se donne des ressources mutuelles pour se protéger. Tout ça est très important, parce que sinon on s'use, on craque, et on abandonne le combat.*»

A ses côtés, Pouria Amirshahi hoche la tête. Le député écologiste de Paris, ancien du PS, est à l'initiative de «[la Digue](#)», [un projet lancé le 20 mai par des parlementaires de plusieurs partis](#), comme la socialiste Fatiha Keloua-Hachi, la communiste Elsa Faucillon, ou le député Génération·s Tristan Lahais, pour créer un maillage de luttes contre l'extrême droite, en France et à l'étranger, ouvert notamment à la société civile. Seule la France Insoumise a pour l'instant officiellement poliment décliné l'invitation à se joindre au collectif, même si des contacts existent bien en coulisses. «*Pas le moment*», auraient en substance justifié ses membres.



La conférence "les irresponsables : comment les élites ont ouvert la voie à l'extrême droite – et recommencent", à Strasbourg, le 21 août 2025. (Mathias Zwick/Inland pour Libération)

Il faut dire que l'ambiance est délétère ces temps-ci à gauche, [alors que le ton monte entre les supporters de Raphaël Glucksmann et ceux de Jean-Luc Mélenchon](#), qui ont refusé de participer à une primaire ouverte, censée déboucher sur une candidature commune de toute la gauche lors de la prochaine élection présidentielle. Pourtant, selon ceux qui la soutiennent, à savoir les Ecologistes, le mouvement l'Après des ex-insoumis, Génération·s de Benoît Hamon, et Debout ! le parti de François Ruffin, seule une union aussi large que le Nouveau Front populaire peut permettre d'empêcher l'extrême droite d'accéder au pouvoir en 2027.

«La catastrophe va arriver en France parce que nous ne sommes pas prêts. Pour commencer à résister, il faut se le dire», lance d'ailleurs Pouria Amirshahi à son auditoire, qui a soudain du mal à déglutir. L'ancien socialiste mise sur l'effet de choc. «Contrairement à Viktor Orbán en Hongrie qui a mis dix-huit ans à détruire l'Etat de droit, en France cela prendrait seulement dix-huit mois, car nos institutions sont beaucoup plus centralisées», énonce-t-il avec gravité.

Un service d'ordre chez les Ecologistes

Dans le cadre de «la Digue», qui a rapidement pris de l'ampleur, le parlementaire a entamé une tournée à l'étranger pour y visiter des alliés, là où la situation a déjà basculé, comme aux Etats-Unis. *«Ça nous sort de notre contexte national, ça réveille et ça peut donner des idées, se félicite Pouria Amirshahi. Par exemple, en discutant avec les amis de Bernie Sanders, ils nous ont dit « très bien, on est avec vous, mais maintenant on fait quoi concrètement ? » Et ils ont raison ! La gauche manque d'un agenda désirable, contrairement au RN. Il faut être en capacité de proposer un contre-projet positif, pas seulement des alertes», juge-t-il.*

Mais comment faire, alors que la gauche est occupée par de violentes guerres intestines, dans une sorte de processus «d'autophagie» selon l'expression de la députée écologiste de Paris

Sandrine Rousseau, dans lequel les partis s'entredévorent entre eux plutôt que de se battre contre un ennemi commun ? *«Faut arrêter de s'ausculter, et faire des choses concrètement, passer à l'action comme disent les Américains ! estime Pouria Amirshahi. La pétition contre la loi Duplomb est un bon exemple de mobilisation citoyenne victorieuse qui s'est construite en dehors des partis, et qui n'a pas eu besoin qu'ils se mettent d'accord entre eux»*, souligne-t-il. Le député de la 5e circonscription de Paris suggère ainsi de lancer des campagnes sur des causes précises, qui impliquent tout l'écosystème de gauche et la société civile, sans que cela ne passe forcément par les organisations politiques dans un premier temps.

En parlant de concret, lors d'un autre atelier consacré cette fois aux *«communes contre l'extrême droite»*, la conseillère de Paris Raphaëlle Rémy-Leleu fait une annonce solennelle aux militants : *«Nous sommes en train de recréer un service d'ordre chez les Ecologistes.»* C'est-à-dire des personnes en interne formées et chargées d'assurer la sécurité du mouvement. Un dispositif qui existe dans de nombreux partis et syndicats, notamment pour protéger certaines personnalités lors des manifestations, mais qui a toujours été difficilement compatible avec l'ADN de non-violence revendiquée chez les verts. La trentenaire ajoute : *«Il était temps.»*